



L'écologie après la compétitivité !

Le 25 septembre, Emmanuel Macron a « révélé » quelques axes du projet planification écologique. Le budget dédié à la transition écologique est relevé de 7 milliards d'euros, passant à un total de 40 milliards par an comparé aux 200 milliards d'aides publiques distribuées chaque année sans conditionnalité et sans contrôle. Peut-on alors parler d'une réelle prise en compte des enjeux ?

Pour réduire de 45% les émissions des 50 sites industriels français les plus polluants, ceux-ci devraient bénéficier d'importantes aides de l'État certes mais encore et toujours sans contreparties.

Pour les logements, le Président annonce le développement d'une filière de pompe à chaleur (PAC), avec un objectif d'1 million d'unités produites en France par an et la formation de 30 000 installateurs d'ici 2027. La CGT s'interroge sur le type de formation qui sera déployée, étant donné la réforme en cours dans la filière professionnelle de l'Éducation Nationale.

S'il a été évoqué un accompagnement des ménages moyens et modestes pour rénover leur logement, rien n'a été précisé sur les autres filières du secteur comme celles des matériaux de construction et d'isolation.

Pour la CGT, la rénovation thermique ne peut se résumer à l'installation d'une PAC, même Made in France....

Pour les transports, 700 millions d'euros seront répartis par l'État entre 13 projets de RER métropolitains. C'est très insuffisant comparé au Grand Paris Express, par exemple, qui est estimé à 35 milliards d'euros ; ce qui donne une idée de la marche à franchir pour le financement.

Pas un mot sur l'entreprise Valdunes, le dernier fabricant français de roues ferroviaires dont l'avenir est menacé suite au désengagement de son actionnaire. L'occasion était pourtant toute trouvée de lier l'urgence environnementale à l'urgence sociale.

En parallèle, sera révélé en octobre le fameux plan de leasing à 100 euros par mois maximum pour favoriser les voitures électriques. Mais, au final, cette aide tombera directement dans les poches des constructeurs, Renault et Stellantis en tête.

Une sortie du charbon est annoncée pour 2027 avec la reconversion en biomasse des centrales thermiques de Cordemais et de Saint-Avold. Pourquoi attendre si longtemps ? La CGT rappelle que les projets alternatifs sont prêts, notamment pour Cordemais avec le projet Ecocombust qui prévoit la construction d'une usine de fabrication de bois de pellets.

La CGT note, par ailleurs, l'absence dans les communications officielles d'annonces concernant l'avenir de la centrale de Gardanne malgré un projet de transformation de l'activité déjà abordé à plusieurs reprises au ministère de la Transition énergétique.

Une « reprise en main » du coût de l'électricité est aussi annoncée pour le mois d'octobre mais, là encore, rien n'est précisé ! Pourtant, les usagers, les artisans, les collectivités et les industriels sont sous pression permanentes. L'État ne les protège plus depuis trop longtemps ! Pour la CGT, la pseudo reprise en main doit siffler la fin du marché européen de l'énergie !

Même s'il faut attendre la publication du plan et son analyse en détail, les annonces du président Macron sont encore un énième arrosage d'argent public sans aucune conditionnalité, au nom de la « sacro-sainte » compétitivité !

À l'inverse, la CGT formule des propositions fortes et structurelles en réindustrialisant le pays par la relocalisation massive de la production en partant des besoins de la population et en se dotant de politiques publiques offensives à travers l'énergie, l'eau, les transports et les services publics.

La CGT réaffirme la nécessité urgente de se doter de contrôle et de conditionnalité des aides publiques,

La CGT restera très vigilante sur la mise en place de ce plan et ses suites, tant sur l'attribution des fonds publics que sur les impacts concrets sur la vie des travailleuses et des travailleurs.

Au travers de son plan syndical d'actions pour l'environnement, la CGT continuera de porter, dans le débat public et dans toute la société, ses propositions de transformation environnementales et sociales à la hauteur des enjeux.